

favorable à une ouverture vers l'occident, devrait, à moyen terme, rassurer les investisseurs étrangers. L'annonce Le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, et la ministre de la Coopération internationale, Mme Maria Minna, le 24 mars 2000, d'initiatives canadiennes visant à appuyer le processus de réforme en Croatie, démontre une volonté d'accroître les liens avec ce pays. Le secteur privé canadien devrait pouvoir bénéficier, à moyen terme, d'un climat plus propice à l'investissement.

La plupart des compagnies qui investissent en Croatie proviennent d'Allemagne, Suisse, France, Angleterre et Pays-Bas. Des liens historiques et géographiques expliquent cela. Toutefois, il faut souligner que les États-Unis et le Canada bénéficient d'une très bonne image en Croatie puisqu'ils ne sont pas associés à l'histoire de la région dans laquelle les puissances européennes ont constamment interféré au gré des besoins de leurs politiques étrangères.

Les principaux secteurs économiques de la Croatie sont les services et la fabrication légère. Les investissements canadiens en Croatie proviennent essentiellement de la diaspora croate au Canada. Par exemple, le plus grand centre commercial à Zagreb est le fruit d'un *joint-venture* croato-canadien financé par la diaspora. Un des rôles que peut jouer cette diaspora c'est d'amener une meilleure connaissance des valeurs inhérentes à la démocratie de marché. Cette connaissance permettra, par exemple, d'intégrer les anciennes compagnies d'État et les privatiser. La diaspora, à la différence des investisseurs traditionnels, veut reconstruire son pays. Cela explique son implication. Car il s'agit non seulement d'investir mais également de changer le mode de vie. Cela pourrait ainsi compléter la formation liée à la compréhension des affaires dans un système de démocratie de marché déjà présente dans de nombreux programmes d'aide.

En somme, bien que le secteur privé canadien soit pour l'instant peu présent dans les Balkans, l'évolution récente de la situation politique en Croatie pourrait favoriser une plus forte implication dans ce pays et ainsi compléter les efforts entrepris par les organisations internationales (ONG ou OIG). D'autre part, en raison de l'expertise canadienne dans le domaine des services, une plus grande implication du secteur privé canadienne est possible. Dans le cas de la Bosnie, bien que